

### **Délégation "Enjeux du développement durable"**

---

23 novembre 2009

### **Contribution de Jean-Charles ABBÉ**

#### **Le développement durable, alibi d'une nouvelle idéologie ?**

C'est la question que l'on peut se poser après avoir auditionné Ronan Dantec, Vice-Président de Nantes Métropole, délégué à l'Environnement, au Plan climat, à l'Agenda 21, aux Risques et pollutions.

Après un rappel rapide de différentes mesures techniques prises par la Métropole dans le cadre des plans climat, action énergie, déplacements, gestion de l'environnement, l'intervenant s'est surtout concentré sur les aspects sociétaux prônant une organisation entièrement nouvelle tournant délibérément le dos à l'actuelle : une véritable révolution.

Le point de départ de ces réflexions est basé sur les évolutions climatiques constatées ces dernières années et les rapports catastrophiques publiés par un certain nombre d'organismes, avidement repris par des « prêcheurs de l'apocalypse » (selon l'expression de Jean de Kervasdoué). Cependant, à partir d'actions à caractère technologique visant, pour l'essentiel, à réduire les émissions de gaz à effet de serre (CO<sub>2</sub>) sont venues se greffer des motivations politiques extrêmement fortes directement intégrées aujourd'hui dans les concepts du développement durable au titre des aspects social et sociétal.

La peur, la dramaturgie constituent les facteurs de base d'adhésion à la dialectique « durable » et aux changements drastiques de comportements. Il suffit, par exemple, de faire référence aux publications de l'ONERC (Observatoire National sur les Effets du Réchauffement Climatique) rapportant deux exemples possibles (et non des prévisions comme il est souvent dit, à tort) des conditions climatiques, bâtis à partir de modèles mathématiques et de données fournis par Météo France à échéance de la fin de ce siècle : la température moyenne à Nantes devrait s'élever de 4°C et les eaux, monter de 1 m (ONERC.org). Alors même que Météo France est incapable tant la modélisation des phénomènes météorologiques est complexe de fournir une prévision sur la rigueur ou la clémence de l'hiver prochain en cette mi-novembre, l'ONERC affiche l'évolution des températures trimestre par trimestre, à un siècle, avec une précision géographique de quelques mètres ! Surprenant tout de même !... Faisant référence à ces « prévisions », scientifiques (?), il est facile de bâtir des scénarios catastrophes portant sur tous les domaines : la canicule qui tue, l'eau qui manque et la salinité qui augmente, les maisons qui s'écroulent, l'agriculture qui meurt, les forêts qui disparaissent, la fréquence des phénomènes météorologiques violents qui croît, les cyclones qui se déchainent, etc... Sachant que toutes les modélisations climatiques indiquent que l'élimination du CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère est extrêmement lente, l'arrêt brutal, par miracle, de toutes les émissions de ce gaz, aujourd'hui, ne pourrait empêcher l'accroissement de sa concentration au moins jusqu'en 2100 avant une décroissance très lente au cours du siècle prochain (le CO<sub>2</sub> n'est pas le seul gaz à effet de serre à considérer) ; la planète aurait donc d'ores et déjà scellé son sort et la seule conclusion réaliste serait

d'arrêter par tous les moyens les naissances afin d'éviter de donner le jour à des êtres qui ne pourront que connaître la souffrance et les tragédies ? La fin programmée de l'humanité ? Au minimum, faudrait-il engager une politique forte de maîtrise de la fécondité comme le suggère un récent rapport de l'ONU qui établit un lien entre réchauffement climatique et croissance démographique. Les Allemands, les Italiens, d'autres encore, l'auraient-ils compris avec une démographie en chute libre ?

Ce n'est pas la conclusion à laquelle nous a invités l'intervenant qui nous a conviés à un changement radical des modes de vie vers une société citoyenne et solidaire, pour ne pas dire "socialiste" au risque d'apparaître trop idéologique. Comme exemple type, il a mentionné à plusieurs reprises l'éco-quartier en cours de construction à la Bottière-Chesnaie répondant à la préoccupation de densification de la ville (« casser le pavillonnaire ») autour d'une médiathèque, d'une maison de l'emploi (« égalité devant l'emploi »), d'un centre socio-culturel, associant « harmonieusement » activités à caractère commercial et logements collectifs, grands et petits, à proximité d'un mode de transport collectif (tram). La visite de ce quartier radieux mérite le déplacement : une médiathèque blockhaus, des barres d'habitation cachées derrière des grilles ou des plaques de plastique ondulées, de petits collectifs (une quinzaine de logements) constitués de conteneurs — deux EVP — « agglomérés » sans aucun cachet, de larges avenues où domine le granit (chinois, évidemment car on est bien incapable d'en produire nous même !). On perçoit le double souci de limiter l'extension des zones pavillonnaires et de vouloir faire du logement social ; cependant, il n'est nul besoin d'être grand devin pour imaginer que de telles conditions, fort éloignées des aspirations des citoyens français, ne pourront rallier que des gens à revenus très modestes ; le rêve risque fort de tourner au cauchemar comme on l'a déjà expérimenté dans maints quartiers construits dans les années 60.

Parmi les autres préoccupations majeures de l'intervenant figure la redistribution des revenus. La taxe carbone n'est pas « assez élevée car les prélèvements sur les classes aisées ne sont pas assez forts pour permettre une redistribution aux plus faibles ». C'est tout de même oublier que les impôts sur les revenus ne sont acquittés que par la moitié des foyers et que les plus modestes bénéficient — très logiquement — de nombreuses « allocations » ou « avantages » qui participent malgré tout à une certaine péréquation, certes imparfaite et donc susceptible d'améliorations, mais l'assistantat systématisé et généralisé ne constitue pas nécessairement un facteur d'émulation et de progrès. Il est vrai que la notion de « développement » est gommée... Quant aux situations très difficiles créées par les augmentations conséquentes des taxes d'habitation et des taxes foncières, pas un mot. Or, des ménages, souvent de retraités, des veuves, à revenus modestes, sont contraints de quitter leurs habitations, acquises au cours d'une vie laborieuse, faute de pouvoir faire face à ces dépenses. Voilà une nouvelle tranche de candidats à l'accession à l'habitat social à la Bottière (ou à la Minais, autre éco-quartier, à Sainte Luce) ! Comment imaginer que ces personnes puissent se satisfaire de leur sort ? Mais les problèmes liés aux seniors, pourtant majeurs, n'ont pas l'air prioritaires ...

Alors que la métropole Nantes/ Saint Nazaire fait partie des 13 Eco-Cités retenues par l'Etat, pas un mot n'a été prononcé à ce sujet (le dernier n° de Place Publique consacre un intéressant dossier à ce projet). Par ailleurs, on ne peut qu'être stupéfait par la réponse donnée sur le thème de l'eau, un sujet particulièrement préoccupant : « Il y aura toujours assez d'eau dans la Loire, sinon ce serait la grande catastrophe ». Un discours un peu nombriliste alors que le thème du développement durable devrait se concevoir, en grande partie, dans une réflexion généralisée portant sur le devenir de la planète terre et de ses « locataires ». Par ailleurs, si les prévisions de l'ORNEC se vérifient, notamment une montée des eaux de l'ordre du mètre à la fin de ce siècle, tout l'estuaire et bien en amont sera baigné d'eau saumâtre entraînant des problèmes majeurs aux multiples aspects.

Enfin, le plaidoyer du « tout électrique » mais sans « nucléaire » laisse perplexe. On va en parler cet hiver alors qu'une quinzaine de réacteurs sont exceptionnellement à l'arrêt. La France a commencé à importer de l'électricité (d'origine thermique !) à partir de cette semaine et des coupures sont à prévoir si jamais l'hiver est (un peu) rigoureux (ce que la météo est incapable de nous dire...). C'est un bien étrange pari alors que la production hydroélectrique (tiens, l'eau c'est important !) devrait décroître par suite de la diminution de la

pluviosité ? Le phénomène est peut être passager, mais la production hydroélectrique au mois d'octobre de cette année a été inférieure de 17% à celle du même mois l'an passé. Nos campagnes, voire nos cités, seront envahies d'éoliennes et nos paysages défigurés ! Et, malgré tout, l'électricité fera défaut les journées d'anticyclone, sans vent ni soleil et avec une pollution maximale !

En fait, la notion du développement durable est dévoyée ; elle est devenue une « idéologie de substitution ». La France (l'Europe, plus généralement) est un beau pays, riche de traditions de toutes sortes qui font son originalité, sa qualité de vie, qui constituent un bien inaliénable dont nous avons hérité et que nous nous devons de transmettre dans le meilleur état possible à nos enfants ; elle n'est pas sclérosée. La recherche de plus de justice sociale est certainement prioritaire mais cela entraîne-t'il nécessairement un changement radical de société ? De récentes manifestations dans la région nantaise, et ailleurs, ont témoigné d'une opposition forte, partagée par de nombreux citoyens. Et ceux-ci ne sont pas nécessairement des « négationnistes climatiques » (selon l'expression un peu effrayante de Cécile Duflot).

Le discours engagé que nous avons entendu, bien empaqueté sous le vocable durable, doit susciter des réflexions approfondies.

P.S. : Le journal Ouest France du 13 novembre a publié un article, sous la signature de Gaspard Norrito, intitulé « Nos bourgs, nos écoles ont changé » rapportant, pour l'essentiel, les propos de Bruno Letellier, directeur du CAUE (Conseil en Architecture, Urbanisme et Environnement) du Maine et Loire, en charge de conseiller les communes et les particuliers dans le cadre de l'aménagement du territoire. « *L'aménagement du territoire souffre de la pauvreté urbanistique et architecturale des nouveaux quartiers, en périphérie des bourgs, et tout ce pavillonnaire qui a mité le paysage. ... On va s'en sortir car on assiste à un changement des mentalités. Les lotissements laissent la place à des éco-quartiers, à des maisons individuelles aux parcelles plus petites, mais à haute performance énergétique, comprises dans des espaces agglomérés, avec des équipements communs, laverie, salle festive...* ». Et le journaliste de conclure : « *En somme, la maison plantée au milieu d'une grande parcelle entourée de murs ou de thuyas va laisser la place à un habitat individuel mais relié. A des propriétaires non seulement avides de vivre chez eux, mais aussi ... d'être ensemble.* »

Ces propos sont dans la droite ligne de ceux de Ronan Dantec, tout juste un peu plus précis quant au partage des équipements communs, de la laverie, de la salle festive, ... Des expériences passées de ces structures de type collectiviste n'ont pas laissé des souvenirs impérissables.

Est-ce bien la France que nous souhaitons transmettre à nos enfants ? La cohérence des propos de Ronan Dantec et Bruno Letellier témoigne en tout état de cause qu'il s'agit bien de la mise en œuvre d'une idéologie dans laquelle le développement durable devient un alibi et un support de communication puissant.

À noter que le même journal rapporte que l'éco-quartier de la Bottière-Chesnaie a récolté un prix du ministère de l'Ecologie et du Secrétariat d'Etat au logement et à l'urbanisme ... avant même que les premiers logements ne soient sortis de terre ! Comme quoi, la com est performante !

Clichés de l'éco-quartier Bottière-Chesnaie :

<http://www.kizoa.com/slide-show-maker/d562649k6173423o1/eco-quartier-de-la-boti%C3%A8re>